

la santé, notre bien commun



LA SANTÉ & LA PROTECTION SOCIALE EN DANGER

De gouvernement en gouvernement, les réformes se succèdent, démantelant, chaque jour davantage, notre système de santé et de protection sociale. **Après les nouvelles restrictions budgétaires infligées par la ministre, Agnès Buzyn, l'hôpital public est en grand danger.**

C'est l'accès et la qualité des soins qui sont remis en cause. Meurtri par cette austérité, l'hôpital peine à mettre en œuvre ses missions essentielles et l'humain perd peu à peu du terrain.

Chacun-e vit le manque de généralistes, de spécialistes, de personnel paramédical, ce qu'on appelle les déserts médicaux. Chacun-e vit la situation dramatique des Ehpad et la détresse de nos ainé-e-s. La psychiatrie est particulièrement touchée et en son sein la pédopsychiatrie.

Nous, parlementaires communistes, avons de tous temps voté contre les budgets de régression de la protection sociale.

Les mobilisations se multiplient dans tout le pays, hôpitaux, Ehpad, maternités, services de psychiatrie... Personnels et patient-e-s refusent, à juste titre, les fermetures/fusions d'établissements ou de services, les suppressions de lits et de postes, le non remplacement des personnels, la course à la rentabilité et à l'activité. **D'appels en appels, la colère gronde et touche toutes les catégories de personnel de santé.**

Nous exigeons que l'hôpital ait les moyens de remplir ses missions et nous faisons des propositions pour développer une médecine de qualité pour toutes et tous sur l'ensemble du territoire.

C'est dans cet esprit que nous organisons le tour de France des hôpitaux. En Marche a choisi le libéralisme et la marchandisation de la santé, nous au contraire, nous voulons faire grandir l'alternative : un grand service public de santé, une protection sociale de haut niveau.

Budget 2018: la Sécu démantelée !

1 Un budget d'austérité assumée...

- 15 milliards d'euros d'économies sur les dépenses sociales programmées pendant le quinquennat ;
- dont 5,2 milliards dès 2018.

2 ...en rupture avec la philosophie de la Sécurité sociale...

- Suppression des cotisations salariales (chômage et maladie) financée par une hausse de **1,7 point du taux de CSG** ;
- Remise en cause du financement par la cotisation au profit d'une fiscalisation de la Sécurité sociale ;
- Passage d'un système solidaire et contributif à une logique d'assistance pour les plus démunis-e-s.

3 ...qui favorise les entreprises et la baisse d'un prétendu «coût du travail»,...

- 46 milliards d'euros d'allègements de cotisations sociales reconduits ;
- 21 milliards d'euros de cadeaux avec la transformation du CICE en exonérations de cotisations sociales ;
- Réduction de la contribution patronale sur les actions gratuites au profit des cadres dirigeants.

4 ...affaiblit le système de soins publics au détriment des besoins en santé...

- 1,2 milliard d'euros d'économies pour les hôpitaux ;
- Confirmation du virage ambulatoire et des groupements hospitaliers de territoire ;
- Suppression du tiers payant généralisé.

5 ...et réduit le pouvoir d'achat.

- Hausse de la CSG induisant une perte de pouvoir d'achat pour **7 millions de retraité-e-s** et pour les fonctionnaires ;
- Gel des pensions de retraite en 2018 ;
- Réduction de certaines allocations comme la Prestation d'Accueil du Jeune Enfant ;
- Hausse de **2 euros** du forfait hospitalier se traduisant par une augmentation de 4% des tarifs des mutuelles.

Tour de France des hôpitaux,

c'est parti !



Le coup d'envoi du tour de France des hôpitaux par les parlementaires a été donné à Lyon, le 12 février 2018. D'autres initiatives sont déjà programmées en Isère, Bretagne, Nord, Pas-de-Calais, Normandie, Loire-Atlantique, Val-de-Marne... **Retrouvez sur nos réseaux sociaux la carte de l'ensemble des visites prévues.**



À l'appel des député-e-s, des sénatrices et sénateurs communistes, une centaine d'actrices et d'acteurs de la santé se sont réunis, le 10 janvier à l'Assemblée nationale, autour du thème "Hôpital en danger, politique à refonder".

Urgence pour l'hôpital

Le dogme libéral de la réduction des dépenses publiques prôné par les gouvernements successifs depuis une quinzaine d'années, n'a pas épargné le service public hospitalier.

Cela se traduit par des fermetures d'hôpitaux de proximité, des carences dans les prises en charge, des consultations reportées, des distances qui s'allongent pour l'accès à des soins de premier recours, des temps d'attente indécents aux urgences...

Cette situation est d'autant moins acceptable que les moyens existent dans notre pays.

Le 17 janvier dernier, la voix des hospitaliers, portée par celles des parlementaires communistes, résonnait dans l'hémicycle et au-delà.

Mis à l'ordre du jour dans le cadre de la semaine de contrôle de l'action du gouvernement, la situation de l'hôpital faisait l'objet de questions, directement posées à la ministre de la Santé, Agnès Buzyn : situation catastrophique des Smur, souffrance des personnels soignants et non soignants, mise en place d'un système de soins low cost, compression des dépenses et des effectifs, sous-investissement chronique...

Pourquoi de tels choix ? Pour répondre aux décisions autoritaires décidées à Paris et Bruxelles, pour ouvrir

les espaces aux marchands de santé, pour financer les cadeaux à la finance. **L'hôpital public est un bien précieux, notre bien commun.** Il doit être développé sur tout le territoire pour répondre aux besoins de santé. **Ce n'est pas un luxe !**

20 ans de choix politiques désastreux

- **1995** • **Plan Juppé** : Attaque de la Sécu, création de l'enveloppe fermée des dépenses de santé.
- **2002** • **"Plan Hôpital 2007"** : Entrée du "management" à l'hôpital, développement de l'hospitalisation à domicile.
- **2004** • Instauration de la tarification à l'activité (T2A).
- **2009** • **Loi Bachelot** : Regroupements d'hôpitaux, création des ARS, gouvernance centralisée des établissements, ouverture au privé.
- **2014** • **Plan Touraine** : 3 milliards d'économies pour les hôpitaux sur 2015-2017, objectif fixé à 50 % des actes en ambulatoire.
- **2016** • **Loi Santé** : Création des groupements hospitaliers de territoire (GHT).
- **2017** • **PLFSS 2018** : qui prévoit 1,2 milliard d'euros d'économies pour les hôpitaux.
- **2018** • **Plan d'action Buzyn** : Réforme prônant la rationalisation des dépenses et objectif fixé à 70 % d'actes en ambulatoire...

Nos propositions

De nouveaux moyens pour un financement solidaire de la Sécurité sociale

- **Mise à contribution du capital et des dividendes** pour financer la protection sociale ;
- **Suppression des allègements** généraux de cotisations sociales dits "Fillon" (+ 23 milliards d'euros) ;
- **Lutte contre la fraude** patronale aux cotisations sociales (+ 20 milliards d'euros).
- **Égalité salariale entre les femmes et les hommes** : plus de salaires et de cotisations (30 à 50 milliards).

Faire grandir l'hôpital public

- **Mise en place d'un grand plan d'investissement** pour l'hôpital public et la fonction publique hospitalière ;
- **Abrogation de la loi Bachelot de 2009** et des groupements hospitaliers de territoire pour une gouvernance démocratique des hôpitaux ;
- **Financement des hôpitaux en fonction des capacités d'accueil** pour sortir de la tarification à l'activité (T2A) ;
- **Suppression des taxes prélevées par l'Etat sur les hôpitaux** : taxe sur les salaires et TVA (+ 4 milliards d'euros).

Garantir l'accès aux soins pour toutes et tous

- **Création d'une Sécurité sociale intégrale** pour la prise en charge des soins à 100 % par l'Assurance maladie ;
- **Remise en cause du *numerus clausus*** et plan de formation ambitieux ;
- **Régulation de l'installation des médecins** en fonction des besoins des territoires à titre expérimental ;
- **Suppression des dépassements d'honoraires** qui représentent 2,6 milliards d'euros par an ;
- **Un centre de santé** par bassin de vie.

Des politiques de santé transparentes et préventives

- **Création d'un pôle public du médicament** pour libérer la recherche pharmaceutique de l'emprise financière ;
- **Priorité aux politiques de prévention** pour réduire les maladies chroniques ;
- **Protection de la santé au travail** : reconnaissance du burn-out, revalorisation de la médecine du travail et des instances du personnel ;
- **Relance de la médecine scolaire**, de la maternelle à l'université.

APPEL D'URGENCE POUR LES HÔPITAUX

Ensemble, patient-e-s, personnels, ambulanciers, médecins, directeurs d'établissements, membres de comité de défense, élu-e-s appellent la population à amplifier la mobilisation pour l'hôpital public !

RETROUVEZ LA PÉTITION
SUR change.org

**> APPEL D'URGENCE
POUR L'HÔPITAL**

Nos initiatives sur la santé et la protection sociale

À l'Assemblée

- **Santé au travail** : lancement d'une commission d'enquête sur la santé au travail dans l'industrie ;
- **Perte d'autonomie** : une proposition de loi pour donner un statut et une indemnisation aux proches aidants.

Au Sénat

- **Retraites** : une proposition de loi pour revaloriser les retraites agricoles ;
- **Moratoire** sur les fermetures et les restructurations d'établissements de santé ;
- **Abrogation** des franchises médicales et forfaits hospitaliers.


Contactez-nous

groupe.crce@senat.fr
groupe.gdr@assemblee-nationale.fr

Suivez-nous

senateurscrce.fr - groupe-communiste.assemblee-nationale.fr

 [senateursCRCE](#) - [LesDeputesCommunistes](#)

 [senateurscrce](#) - [deputespcf](#)